

## **TOCQUEVILLE MAGAZINE**

**HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET**

**N° 636 mardi 10 novembre 2009**

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

---

### **Bienheureuse Teresa de Calcutta**

**Ne vous souciez pas de chercher la cause des grands problèmes de l'humanité ; contentez-vous de faire ce que vous pouvez faire pour les résoudre en apportant votre aide à ceux qui en ont besoin. Certains me disent qu'en faisant la charité aux autres, nous dédouanons les Etats de leurs responsabilités envers les nécessiteux et les pauvres. Je ne me tracasse pas pour autant, car ce n'est généralement pas l'amour qu'offrent les Etats. Je fais simplement tout ce que je peux faire, le reste n'est pas de mon ressort.**

**Dieu a été si bon avec nous ! Travailler dans l'amour est toujours un moyen de se rapprocher de lui. Regardez ce que le Christ a fait durant sa vie sur terre ! Il l'a passée à faire le bien (Ac 10,38). Je rappelle à mes soeurs qu'il a passé les trois ans de sa vie publique à soigner les malades, les lépreux, les enfants et d'autres encore. C'est exactement ce que nous faisons en prêchant l'Evangile par nos actions.**

**Nous considérons que servir les autres est un privilège et nous essayons à chaque instant de le faire de tout notre coeur. Nous savons bien que notre action n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, mais sans notre action cette goutte manquerait.**

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION**

## **EDITO**

### **PARACHUTES DORES.**

**L'enrichissement personnel indu du haut personnel de l'État représente à peu près cinq à dix % du PIB ; ce chiffre doit être connu et répandu car à lui seul il explique une grande partie de l'effet de ruine dont souffre le peuple français.**

**Dans cet enrichissement se trouvent en bonne place les parachutes dorés que ces gens reçoivent sans aucune justification après avoir quitté leurs fonctions.**

**Parmi ces grands privilégiés se trouvent les anciens présidents de la république et les anciens premiers ministres. Pour ce qui concerne les anciens présidents de la république les avantages s'étendent jusqu'à leurs veuves. Comme je l'ai souvent montré, cette richesse est construite par la voie légale ce qui est bien plus confortable que si elle parvenait par des voies illégales avec les risques d'aller éventuellement en prison. Nous constatons à présent que cela n'empêche pas les uns ou les autres d'essayer de puiser carrément dans la caisse.**

**Mais, parfois, la pratique se trouve aussi dans des frontières incertaines entre la légalité et l'illégalité. C'est précisément le cas des anciens présidents de la république et des anciens premiers ministres.**

**Pour savoir comment s'est construit le statut princier de ces divers personnages il devrait suffire qu'un contribuable écrive aux autorités ce qui serait normal puisqu'il s'agit de notre propre argent. Ce n'est pas le cas : il n'y arrivera pas. Pour y parvenir, il faut saisir la commission d'accès aux documents administratifs ce qui est une procédure extrêmement compliquée, lente et coûteuse.**

**En fait ce statut est réglementé par quatre pages dactylographiées à en tête du premier ministre qui, alors, s'appelait Laurent Fabius lequel décrit les moyens mis à disposition de ces personnages. Le Parlement ne s'est pas prononcé et c'est donc un coup de force qui fut réalisé.**

**Il est pas possible d'énumérer les avantages scandaleux dont ils bénéficient, tellement c'est vaste et compliqué. Les anciens présidents de la république ont un appartement de fonction avec deux personnes prises en charge par l'État pour leur service ; cela n'empêche pas Chirac d'avoir l'usage vraiment miraculeux d'un prêt d'un autre et magnifique appartement grâce à un étranger décidément très reconnaissant. Deux policiers sont mis à leur disposition à titre permanent pour assurer leur protection rapprochée. Ils ont également une voiture de fonction avec deux chauffeurs ainsi que du personnel dactylographique. Le total représente environ 13 personnes avec, bien entendu, des pensions de retraite tout à fait luxueuses s'ajoutant éventuellement à d'autres pensions de retraite touchées pour des emplois que souvent ils n'ont pas eux-mêmes exercés. Le président Giscard d'Estaing dispose ainsi de 30 000 € par mois.**

**Madame Pompidou, veuve du président Pompidou, a bénéficié d'un statut tout à fait scandaleux jusqu'à sa mort. Il en est de même actuellement de Danielle Mitterrand.**

**Tout ce que je viens d'énoncer ne que sont des renseignements épars car il faudrait des chapitres entiers pour décrire ce statut gigantesque.**

**Compte tenu de la longévité des anciens présidents de la république et des anciens premiers ministres, que nous ne saurions certes leur reprocher, il est probable que cet ensemble de population envoie chaque année au chômage environ 1000 personnes à cause des impôts rendus nécessaires pour leur assurer cet enrichissement personnel incroyable et intolérable.**

**Il représente une part importante des cinq à dix pour cent du PIB signalé plus haut et par son exemplarité autorise tous les autres camarades à puiser dans la caisse par tous moyens à leur disposition.**

**Cincinnatus ayant quitté ses fonctions est retourné à sa charrue.**

**M.P.**

---

## **DU NEUF ET DU DÉJÀ VU**

### **LES BARBICHETTES**

**De façon tout à fait étonnante surgit une conjoncture où se trouve confirmée une des lois impérissables de la République Fromagère, à savoir que tous les grands de cette drôle de république se tiennent par la barbichette. Chirac, Pasqua et d'autres ont des ennuis judiciaires majeurs qui font les choux gras de la presse. Il est étrange de constater que même leurs pires ennemis et jusqu'au sommet de l'État font preuve d'un silence prudent. Chacun se tient par la barbichette, dans les secrets enfouis dans les mémoires où des dossiers littéralement terrifiants.**

**C'est au même moment que vient de sortir un livre montrant d'une façon,, semble-t-il certaine, que le ministre Robert Boulin ne s'était pas suicidé mais avait été suicidé, comme d'ailleurs peut-être sans qu'on le sache jamais le malheureux Bérégovoy.**

**La sortie de ce livre, à point nommé, est-elle un avertissement envoyé par des camarades à un partenaire dans le jeu des barbichettes ?**

**La question est posée. Entre camarades tout est possible pour assurer ce que j'appellerais, non le secret défense, mais « la défense des secrets ».**

## **L'AIDE AUX PME**

**Parmi les calamités diverses et variées créées tous les jours par le pouvoir en place se trouve la mauvaise transmission des PME familiales. En effet seulement 10 % de ces entreprises familiales sont reprises par les héritiers ; ce pourcentage est très inférieur à celui d'autres pays voisins comme l'Allemagne.**

**Devant une telle calamité, le pouvoir devrait libérer les PME de toute intervention étatique et du poids des impôts et réglementations qui les étouffent. Il ne le fait pas. De ce fait et, selon un rapport très coûteux demandé par la secrétaire d'État qui est en charge des PME, il est projeté de les faire bénéficier de fonds publics prétendument pour favoriser une bonne transmission ; en fait, ce sera dans un nuage de complications et avec tous les impôts nécessaires ce qui les écrasera davantage.**

---

## **COURRIER DES LECTEURS**

**(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs)**

**Un lecteur nous communique ceci :**

**« Maurice Caillet est un éminent gynécologue qui fut un haut dignitaire de la franc-maçonnerie. Après avoir longtemps pratiqué dans son métier toutes les oeuvres de mort, il fut converti miraculeusement à Lourdes. Il raconte, lui-même, qu'il y vint seulement pour accompagner son épouse très malade. Pour la première fois de sa vie il assista à la Messe ; l'Evangile était de Saint Mathieu : « Demandez et l'on vous le donnera ; cherchez et vous trouverez ; frappez et l'on vous ouvrira »**

**Il ajoute que cette phrase fait partie d'un rituel de l'initiation maçonnique et il fut stupéfait d'apprendre qu'elle était de Jésus. Ce fut comme un ébranlement et la conversion se produisit ensuite très vite.**

**Il abandonna les oeuvres de mort et devint pro-vie.**

Un Phare dans la Nuit.



# TOCQUEVILLE MAGAZINE

## LE FLASH

(A diffuser largement)

**9 novembre 2009**

### REFORME DE L'ETAT

**Tout le monde sait que les gaspillages étatiques sont, pour une large part, à l'origine de la ruine du peuple français, à cause des impôts qu'ils génèrent et de l'endettement public absolument épouvantable auxquelles ils conduisent.**

**Un grand hebdomadaire vient de consacrer plusieurs pages à 50 exemples de gaspillages avec des idées pour les supprimer. C'est l'occasion d'examiner le problème en profondeur, ce qui mènera à des conclusions qui étonneront certains lecteurs.**

**Nous n'allons pas citer tous ces 50 gaspillages, mais focaliser l'attention sur certains d'entre eux.**

**Le journal donne l'exemple des retraites de la fonction publique qui sont, à divers titres, scandaleuses et demande d'aligner le système des retraites du public sur le privé. Ce prétendu remède est tout à fait inefficace bien que le journal annonce un gain d'un milliard d'euros par an. En fait, l'on ne voit pas du tout comment les retraites privées seraient améliorées de la sorte car il n'y a pas de canal de communication entre les retraites publiques et les retraites privées : comment l'argent arriverait-il et par quels moyens pour sauver les retraites privées en perdition ? Ajoutons, pour faire bonne mesure, qu'un fonctionnaire à la retraite coûte bien moins cher à la communauté nationale qu'un fonctionnaire au travail. La seule mesure efficace, serait de ne pas empêcher les fonctionnaires de partir en retraite et tout simplement de ne pas les remplacer.**

**Un autre exemple est celui des faux arrêts de maladie dans la fonction publique. À la différence du privé, il y a aucun délai de carence et l'État ne les contrôle pratiquement pas. Dans certaines administrations, c'est une maladie chronique : en moyenne, 19 jours de congés par an pour raisons de santé dans la police et 23 jours dans les services parisiens du ministère de l'outre-mer. Le journal prend la précaution de dire que le gain dans ce**

domaine à la suite d'une remise en ordre se dégagerait « à moyen terme », c'est-à-dire jamais. Il se garde d'indiquer que les jours d'absence dans le ministère de l'outre-mer ne nuisent guère à l'efficacité de quoi que ce soit : nous avons montré depuis longtemps que ce ministère ne servait à rien.

**La Banque de France** : à juste titre le journal épingle le réseau vaste et obsolète qui comporte 96 succursales avec des effectifs pléthoriques, des agents cumulant les avantages du public et du privé, un intéressement, des logements de fonction, l'emploi à vie... . Le remède proposé est d'engager des réformes importantes, mais il est indiqué franchement que c'est « surtout pour l'exemple », point de vue que nous ne partageons pas car l'argent devrait revenir au public sous forme de baisse d'impôts. Le journal ne dit pas que le travail réellement utile est extrêmement rare à la banque depuis la création de l'euro et que le gouverneur ainsi que son entourage cherchent désespérément des tâches à remplir pour justifier le temps des employés.

**Revoir la carte des hôpitaux** : c'est le titre d'un paragraphe. En fait, l'hôpital public est le théâtre d'un gaspillage phénoménal. Les comparaisons les plus honnêtes montrent que les cliniques privées ont un rapport qualité-prix très supérieur aux hôpitaux publics. Le journal rend hommage à la réforme Bachelot dans la réorganisation des hôpitaux sur le territoire mais, en fait, elle est très largement insuffisante. Il reconnaît que l'amélioration ne peut être qu'à long terme. Il ne parle pas de la privatisation des hôpitaux publics qui est la seule véritable solution : non seulement, elle dégagerait des capitaux permettant, avec un ensemble d'autres mesures, de réduire les impôts mais, en plus, elle stimulerait les hôpitaux restant publics par le jeu de la concurrence.

D'une façon surprenante le journal présente comme un gaspillage le fait que la CSG, impôt qui rapporte beaucoup à l'État, ne dispose que d'une assiette trop étroite. Il propose d'étendre cette assiette à des éléments qui aujourd'hui lui échappent et calcule le gain à 200 à 300 millions d'euros par an. Cela en dit long sur la pollution générale des idées. Tous les impôts et, en particulier, cet impôt sont meurtriers pour l'économie et vouloir l'étendre est vraiment criminel. Le véritable objectif serait au contraire de supprimer les dépenses et également en même temps de supprimer des impôts.

Un autre exemple se situe dans le plafonnement des aides sociales à Mayotte. Le journal critique les transferts d'argent public vers cette île lointaine qui, après avoir obtenu la transformation de son statut dans celui de département va toucher le gros lot. La conséquence est que la population croît à grande vitesse notamment en raison d'une immigration clandestine à la recherche d'aides sociales. Le Sénat a indiqué que : « sur plusieurs années la départementalisation engagera un effort financier exceptionnel de l'État ». Bien sûr, ce serait intéressant d'arrêter l'hémorragie du côté de Mayotte. Mais la véritable mesure devrait être de réduire et même de supprimer la plupart des aides sociales et, ceci, pour toutes les catégories de population.

Les courageux pompiers n'échappent pas à la vigilance du journal. Tout est à revoir dans l'organisation des services départementaux d'incendie et de secours : il y a des sur-effectifs, et peu de travail par rapport au nombre des pompiers. Les élus paraît-il sont sensibles à ce problème. Sans nier le courage de ces pompiers il y aurait donc beaucoup à gagner avec une

meilleure gestion.

Il serait possible de continuer l'énumération et de constater que l'argent fuit de partout : c'est ce que j'appelle la « rivière argentée ». Arrêtons-nous ici pour analyser.

Les remèdes proposés sont largement insuffisants et, parfois, quasi nuls ou, encore renvoyés au moyen terme, ce qui revient au même.

Un point que nous avons souvent mis en lumière devient évident : il ne faut pas réformer l'Etat car cela n'aboutit qu'à prolonger le cataclysme en faisant croire qu'il est possible d'y parvenir. Or, le système est irréformable : la kyrielle des usines à gaz est si enchevêtrée que personne ne peut y toucher d'une façon valable.

Actuellement le Sénat et l'Assemblée font part d'efforts émouvants pour soi-disant réduire leur train de vie, mais il n'est pas question de rendre quoi que ce soit de l'argent qui est prélevé abusivement sur les contribuables : les petites économies se perdront dans les sables.

Prétendre réformer c'est aussi enrichir de nombreux camarades dans les fonctions spécialement créées à cet effet, dont des ministères complets !

Nous avons souvent dit qu'il faut à la France un pouvoir « Libérateur ». Tout le pays, en effet, gémit sous le poids de l'étatisme dont il est urgent de se libérer. Tous les maux dont nous nous plaignons à juste titre proviennent de l'intervention abusive de la puissance publique dans le fonctionnement de toute l'économie.

Rappelons quelques-uns de ses maux : chômage terrifiant, paupérisation générale de la société, destruction des industries, retraites en lambeaux, système de santé en déroute, 500 villes soumises aux dictateurs de la drogue et bien d'autres catastrophes.

Un pouvoir libérateur devrait faire ce que Monsieur Sarkozy aurait du et pu lui-même faire en 2007, c'est-à-dire supprimer totalement des tâches étatiques et ceci sans aucun délai. Dans la foulée, cela permettrait non seulement de rembourser des dettes criantes avec les effets induits mais de supprimer d'un seul coup certains grands impôts parfaitement destructeurs. L'effet de prospérité sur l'ensemble de l'économie se dégagerait à grande allure et permettrait dans la foulée d'engager d'autres suppressions.

Ne pas réformer l'Etat mais l'épurer à grande vitesse, ce qui est différent.

La seule objection est que le système politique français est tellement bouclé au sommet qu'un pouvoir libérateur ne peut pas arriver dans un processus normal : en 2007, les prétendus nouveaux n'étaient que des anciens recyclés.

Il est à espérer que les Libérateurs arrivent mais à craindre qu'ils surviennent dans le sang et les larmes. La seule consolation est que ces circonstances favoriseront en fait le nettoyage des écuries d'Augias.

**Michel de PONCINS**

---

**Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire**

**[micheldeponcins@orange.fr](mailto:micheldeponcins@orange.fr)**

---

#### REMARQUE

Les Flashs peuvent aussi être consultés

sur l'édition hebdomadaire de

TOCQUEVILLE MAGAZINE (tous les mardis) :

<http://www.libeco.net>

et sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

---

#### CITATIONS

**Aristide Briand (avant les inventaires en 1905 dans le journal l'humanité)**

**« L'Eglise est une citadelle endormie, ses remparts sont dégarnis de canons, ses arsenaux vides, ses armées dispersées, ses chefs assoupis. Si nous savons nous y prendre, nous tomberons à l'improviste sur cette citadelle sans défense et nous l'enlèverons sans combat, comme les soldats de Mahomet enlevèrent Byzance »**

**LAURENCE PARISOT**

**« Le grand emprunt a une vertu. C'est de provoquer un remue-ménage général sur ce que doivent être les investissements pour l'avenir de notre pays »**

**NDLR : Il n'est pas possible de dire plus de contre-vérités en si peu de mots.**

---

## REVUE DE PRESSE

### L'ABBE LOUIS JOUSSEAUME

Ce prêtre vient d'être sauvagement assassiné dans son presbytère en Corrèze. Il était prêtre pour l'éternité, donnant tout à tous et en particulier Jésus dans la Sainte Eucharistie.

S'il avait été Iman ou Rabbin, le ministre de l'Intérieur se serait déplacé en grande pompe pour fustiger l'intolérable ; le président toujours éternel candidat aurait envoyé un message du bout du monde.

Ici, la presse a fait passer trois lignes et circulez, il n'y a rien à voir.

Heureusement, nous avons la prière qui est la grande force de l'univers.

### L'IDEOLOGIE FLOTTANTE

Cette idéologie est variable, généralement gauchiste et s'étend dans le monde entier par la magie des communications rapides que nous connaissons.

Quand Madame AREVA, comme nous pouvons la dénommer en résumant, affiche son hostilité viscérale pour les mâles blancs elle ne fait que rendre hommage à l'idéologie flottante. Elle s'inscrit dans la droite ligne de l'élection du président Barak Hussein Obama à la présidence des États-Unis et ainsi qu'aux prix Nobel de la paix. De même, le choix des prix littéraires en France obéit à la même idéologie.

Comment se fait-il que des gens, réputés pour leur intelligence, sacrifient ainsi avec tant de facilité à l'idéologie flottante ? Personne ne peut nier que les jurys du prix Nobel ainsi que les jurys des prix littéraires en France ne soient des gens disposant d'un minimum d'intelligence.

L'explication est toute simple. Si grands soient-ils, ils sont comme des gens ordinaires et cherchent soit à améliorer leur statut, soit à maintenir leurs jobs soit, même, simplement à obtenir le grade supérieur dans les décorations

Madame Areva, en particulier, se trouve sur un poste éventuellement éjectable, tant son succès évident éveille des jalousies. Il lui faut donc faire un gros clin d'oeil à l'idéologie flottante pour bien dire à la presse et aux médias, qui sont les véhicules de cette idéologie, qu'elle partage avec eux leurs « valeurs », dont, en particulier, le racisme anti mâle et anti

**blanc.**

---

## **BREVES ET LONGUES**

### **LES REGLEMENTATIONS**

**La marée noire de la réglementation ne cesse de s'étendre et maintenant va recouvrir même les sites Web de la presse. Bien entendu, elle va s'accompagner de faveurs financières qui, pour l'instant, sont limitées à 20 millions d'euros mais qui ne tarderont pas à s'amplifier avec par derrière tous les impôts nécessaires.**

**Le prétexte est, comme à l'habitude, pavé de bonnes intentions. Dans le cas particulier c'est de favoriser le pluralisme. En fait, suivant l'usage ce sera tout le contraire les véritables opposants étant soigneusement exclus.**

**Seuls les journalistes accrédités y auront droit suivant une définition tout à fait arbitraire qui permettra d'exclure les véritables journalistes c'est-à-dire les journalistes libres.**

**C'est ainsi que pour être reconnu comme éditeur de presse en ligne il faudra publier un contenu qui soit original, essentiellement écrit, édité à titre professionnel, composé d'informations d'actualité, faisant l'objet d'un traitement journalistique.**

**Comme, dans toute action étatique, il faut créer des structures. Il y aura, selon un décret d'application en préparation, une commission paritaire des publications et agences de presse chargée de veiller au respect des critères d'éligibilité.**

**Tous les ingrédients d'une future ruine des éditeurs, des journalistes et des lecteurs sont compris dans ses projets.**

### **NOUVEAUX IMPOTS**

**Dans sa rage de réglementations, assorties de création d'impôts, le gouvernement ne rencontre aucune limite. Ayant et continuant de créer le chômage par ses actions diverses et variées, il s'apitoie maintenant sur l'emploi des seniors c'est-à-dire des plus de 55 ans. Évidemment quand il y a du chômage, ce sont à la fois les jeunes et les seniors qui en souffrent le plus.**

**N'oublions pas qu'en maintenant la retraite à 60 ans le gouvernement a attaqué directement l'emploi des seniors.**

**Il en résulte une multitude de dispositifs parfaitement meurtriers pour l'économie et donc créateurs, par eux-mêmes, du chômage.**

**Il ne reste, actuellement aux entreprises, que deux mois pour signer avec leurs syndicats un accord en faveur de l'emploi des seniors ou, à défaut, si les négociations ont bien eu lieu mais ont échoué, pour définir elle-même un plan d'action.**

**Faute de quoi le fouet est agité : elles se verront imposer au 1er janvier 2010 une pénalité de 1 % de leur masse salariale, ce qui chassera à nouveau des activités hors de France.**

**Si les entreprises tempèrent ce sera de faux emplois qu'elles créeront car le critère de l'âge est important dans beaucoup de postes. C'est un principe du socialisme que les actions du gouvernement sont toujours contradictoires en les unes avec les autres.**

**En particulier, la contradiction existe puisque le même pouvoir abusif fait de la propagande pour le CV blanc c'est-à-dire l'interdiction de discriminer dans le CV suivant l'âge des candidats. La presse, criant comme toujours dans le sens du pouvoir, salue cette interdiction comme une aide aux seniors alors que c'est tout le contraire.**

**Parallèlement le même gouvernement dans un nuage de complications difficiles à résumer se propose, sous couleur d'intensifier la lutte contre les paradis fiscaux, de faire tomber une pluie d'impôts nouveaux pour les particuliers qui constitueraient un trust dans des Etats soupçonnés d'être des paradis fiscaux. La liste de ces prétendus paradis serait d'ailleurs variable et pourra changer chaque année.**

**Bonjour l'incertitude juridique !**

---

## **DOCUMENTS**

**(Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. )**

### **DOCUMENT COMMUNIQUE PAR FRANCOIS GUILLAUMAT**

**Le régime communiste est-allemand s'effondra malgré sa toute-puissante Sécurité d'État (Stasi). Ses archives parlent. On y apprend comment la RDA voulait envahir Berlin-Ouest !**

**Une moquette marron, des rideaux beiges, quelques téléphones en Bakélite, des néons blafards, un coffrefort verdâtre, des meubles sans âge, fabriqués pour une administration peu exigeante sur le style : le bureau d'Erich Mielke (1907-2000), meublé à la mode des années 1960, n'a pas changé depuis sa fuite, en novembre 1989.**

**Maître redouté de la puissante Sécurité d'État est-allemande qu'il dirigea de 1957 à 1989, Mielke laissa tout sur place, dans l'urgence de l'automne 1989. Ses bibelots et souvenirs sont là : les fanions échangés entre la Stasi et le KGB, des cendriers célébrant l'amitié germano-soviétique, ses médailles et ses albums photos, qui racontent les jours heureux des chefs de la terreur communiste.**

**À partir de novembre 1989, Mielke et ses hommes n'eurent plus qu'une priorité : la destruction des archives les plus sensibles de la Stasi, cachées dans les sous-sols des bâtiments VIII, IX et XI de cet immense complexe administratif de Normannenstrasse, siège de la Sécurité de la RDA, à l'est de l'ancien Berlin-Est. Le bâtiment I, où siégeait Mielke, fut le centre nerveux de la répression politique.**

**Pendant la guerre froide, n'importe quel agent de l'Ouest aurait payé très cher pour pénétrer dans ce "quadrilatère de la terreur", 8 hectares abritant le cerveau de la Stasi, une toile d'araignée de 91 000 salariés et 174 200 indicateurs, les fameux "IM" (Inoffizieller Mitarbeiter, informateurs non officiels) mis en scène dans *La Vie des autres*. Il en coûte aujourd'hui 4 euros pour visiter le sinistre 103, Ruschestraße, l'un des sites les plus secrets et les plus redoutés de l'ancienne RDA.**

**La Stasi avait placé sous surveillance 4 millions d'Allemands de l'Est et 2 millions d'étrangers. Cette machine policière fut engloutie pendant l'hiver 1989- 1990 avec une partie de ses secrets. Pas tous. Depuis novembre 1990, Normannenstrasse est un mémorial et un centre de recherches où l'on classe et exploite les archives récupérées.**

**Entre novembre 1989 et l'invasion du siège, le 15 janvier 1990, les agents de Mielke réussirent à déménager vers Moscou les dossiers les plus sensibles. Ils en brûlèrent d'autres et passèrent à la broyeuse près de 45 millions de feuillets secrets, dont la plupart des documents concernant les IM et leurs agents actifs. Certains de ces dossiers sont tombés entre les mains des services ouest-allemands ou américains. Ils ont permis de confondre les principaux responsables : Mielke fut condamné à six ans de prison en octobre 1993, avant d'être libéré en août 1995. D'autres dossiers servent sans doute encore à "contrôler" des personnes au passé "chargé".**

**Les responsables allemands sont prudents sur ce sujet. Ils jugent peut-être que la portée de certaines révélations serait trop risquée pour la cohésion de la société allemande enfin réunifiée, d'autant plus que la police judiciaire fédérale a elle-même recruté 48 hauts responsables de la Stasi au début des années 1990. Une bonne moitié est encore en activité, dont l'un des responsables de la sécurité d'Angela Merkel.**

**On sait aussi que près de 17 000 anciens agents de la Stasi sont à l'heure actuelle employés dans les administrations régionales, parfois à un haut niveau, notamment dans le Brandebourg (le Land qui entoure Berlin).**

**Il reste encore beaucoup de documents à exploiter, comme le prouve le passionnant ouvrage que publie notre correspondant à Berlin, Jean-Paul Picaper, après des années d'enquête. Riche et précis, ce livre raconte comment l'auteur, alors professeur de sciences politiques à**

**Berlin-Ouest, puis correspondant du *Figaro*, dut lui-même affronter les désinformateurs et les agents infiltrés de « ce monstre tentaculaire de la guerre froide ».**

**Les archives de la Stasi avaient été évaluées à 260 kilomètres de dossiers. En janvier 1990, après le premier “nettoyage”, il en restait 180. Par chance, les derniers fidèles de la Stasi n’ont pas tout brûlé ou déchiqueté. Les fours n’étaient pas assez nombreux et les broyeuses n’étaient pas de bonne qualité. Beaucoup tombèrent en panne : il fallut déchirer les feuilles à la main ! Par chance encore, les agents stockèrent les débris dans de grands sacs. Ils n’eurent pas le temps de brûler ces 16 250 sacs, qui ont été récupérés. Ils contenaient près de 600 millions de bouts de papier !**

**Leur tri avait commencé dès le début des années 1990, mais à la main. La reconstitution de ce puzzle immense pouvait durer des siècles. La Ville de Berlin d’abord, puis le Parlement allemand décidèrent alors de financer un logiciel spécial, capable de traiter des milliers d’opérations par seconde.**

**Près de 600 sacs ont été traités depuis 2007. On y trouve des ordres et des comptes rendus d’observation, des profils d’agent, des lettres et des notes. Le bâtiment où de paisibles fonctionnaires passaient tout le courrier aux rayons X existe encore. Ils vérifiaient près de 90 000 lettres par jour. Beaucoup étaient photocopiées. Des bordereaux indiquent que la surveillance du courrier avait permis de confisquer près de 132 millions de marks, envoyés par des parents et des amis de l’Ouest.**

**«Les premières lectures des documents reconstitués sont très instructives », a confirmé l’Office des archives de la Stasi, dirigé par Marianne Birthler, une ancienne dissidente est-allemande. Le Berlin-Stasi de Jean-Paul Picaper, riche en histoires et en anecdotes, le confirme. On y découvre toute l’importance des missions d’infiltration et de manipulation de la gauche et de l’extrême gauche européennes, notamment de la Fraction armée rouge (RAF) avec laquelle l’Est entretenait des liens très étroits.**

**Un dossier très important échappa à la destruction : “Kurras”. Au total, 17 classeurs et 6 000 pages, qui éclairent d’un jour nouveau l’histoire des mouvements contestataires et pourraient conduire à réviser l’histoire de la gauche occidentale, à mieux comprendre certaines campagnes de presse dans les médias occidentaux...**

**Karl-Heinz Kurras est ce policier berlinois de l’Ouest qui tua un étudiant, Benno Ohnesorg, dans des conditions jamais vraiment élucidées, le 2 juin 1967, en marge d’une manifestation gauchiste. Il fut relaxé, après avoir plaidé la légitime défense (mais Ohnesorg avait été tué d’une balle dans la nuque, selon la méthode enseignée au KGB). Ce “meurtre fasciste” conduisit une partie de la jeunesse occidentale à se radicaliser contre les sociétés libérales et démocratiques.**

**Les archives ont parlé et donnent un tout autre éclairage. Kurras n’était pas une “brute fasciste”, mais un agent communiste à la solde de la Stasi. Cette “bavure” avait été ordonnée par ses chefs de Berlin-Est pour provoquer le chaos à Berlin-Ouest, couper l’Ouest de sa jeunesse et clouer la RFA au pilori. Enrôlé par la Stasi en 1955, adhérent du PC est-**

allemand en 1962, Kurras avait même reçu une nouvelle prime de son agent traitant, trois mois avant le meurtre. Retraité à Spandau (Berlin), Kurras, 81 ans, nie tout. Mais son dossier est rouvert...

Avec tant d'autres agents infiltrés dans l'armée et la police ouest-allemandes, Kurras avait une mission précise, comme le raconte Picaper : préparer l'invasion de Berlin-Ouest, guider les troupes, saboter des installations vitales, s'emparer des points clés « dans une ville quadrillée rue par rue, maison par maison ». Précision de Picaper : « Ce "plan X" avait été consigné dans un document signé le 5 août 1985. » L'Est planifiait encore l'invasion de l'Ouest alors que Gorbatchev arrivait au pouvoir à Moscou.

« Les "autonomes" et les gens infiltrés dans tous les services importants de Berlin-Ouest » devaient semer le chaos. Moscou et la RDA avaient prévu d'installer une nouvelle administration, calquée sur les services existant à Berlin-Est. L'auteur évoque une « cinquième colonne pour ouvrir les portes de la cité au cheval de Troie », soit une avant-garde de 32 000 soldats entraînés sur le terrain de manoeuvres soviétique de Lehmin. La RDA y avait reconstitué un Berlin-Ouest miniature : aéroport, hôtels, entrées de métro, magasins, écoles. « Cette ville fantôme avait été achevée en 1988 ! »

Picaper cite toutes les unités prévues pour l'attaque

et leurs axes de progression dans Berlin-Ouest :

« Au cours des années 1980, la section HA XXII de la Stasi avait formé des militants du PC ouest-allemand (DKP) à la lutte armée. Le DKP avait constitué avec le PC est allemand (SED) une organisation militaire commune appelée Groupe Ralf-Forster. Il se composait d'instructeurs de la NVA (l'armée), de recruteurs du SEDDKP ainsi que des cadres du DKP entraînés en RDA à des opérations militaires sur le territoire de la RFA. »

Ces plans d'invasion furent détruits en 1989 mais ils purent être reconstitués en 2004. Picaper les a lus :

« Il en ressort que les membres du commando Ralf-Forster étaient préparés à commettre des meurtres et des attentats... La NVA prévoyait de poster en même temps autour de Berlin-Ouest un cordon de 4 000 soldats pour que l'opposition est allemande ne vienne pas contrecarrer ces plans. »

Il était prévu 35 camps d'internement, qui devaient regrouper 26 000 détenus...

La prison de Hohenschönhausen, au 66, Genslerstrasse, devait jouer un rôle majeur. Maison centrale d'arrêt de la Sécurité d'État de 1951 à 1989, ce site secret géré par le 14e directorat était dissimulé au coeur d'une immense zone interdite, au nord-est de Berlin. Les simples citoyens ne s'en approchaient jamais. Aujourd'hui encore, malgré la douceur des tilleuls et la circulation rétablie, l'ambiance reste lourde, les miradors aussi menaçants qu'il y a vingt ans.

Obligatoirement guidée (souvent par d'anciens prisonniers), la visite de Hohenschönhausen permet de mieux comprendre l'horreur de la Stasi. La prison comptait 120 salles d'interrogatoires et 103 cellules, dont six Tigerkäfige, des "cages à tigre"... Tout près est exposé le Grottewohl Express, un wagon carcéral utilisé par la Stasi. À bord, dix-huit cellules de 1 mètre sur 1,34. Commentaire satisfait du guide : «L'Allemagne a une longue tradition de transport des prisonniers par wagons. »

Des milliers de détenus passèrent le grand portail jaune et gris de Hohenschönhausen : des condamnés ou de simples suspects, des dissidents et des religieux, des candidats à la fuite pris avant d'avoir franchi le Mur et tous ceux qui furent enlevés. Les archives ont confirmé que la Stasi tenta 376 enlèvements à l'Ouest, entre 1950 et 1989 : 295 réussirent, 81 échouèrent.

Coupés du monde, jetés dans des cellules glaciales, les détenus étaient à la merci totale de la Stasi, échappant même à la loi commune de la RDA. Les plus résistants étaient torturés dans la partie construite en sous-sol par les prisonniers eux-mêmes, le sinistre U-Boot (le "sous-marin"). La Stasi relâchait parfois ses proies, pour les infiltrer comme agents doubles dans les réseaux d'opposants ou pour les "vendre" à l'Ouest. C'est ainsi que la RFA "racheta" 33 750 "Ossies". Ces rançons rapportèrent 3,5 milliards de marks à la RDA.

Fermée définitivement le 3 octobre 1990, la prison de Hohenschönhausen a été classée monument historique puis érigée en mémorial en 1994. Ses archives ont été placées sous le contrôle de l'État. Elles sont loin d'avoir livré tous leurs secrets.

*Berlin-Stasi, de Jean-Paul Picaper, Éditions des Syrtes, 512 pages, 22 €*

---

## Haro sur les patrons ?

Les patrons français ont bon dos... Non pas les très "gros", qui sont quelques centaines en France à encaisser plusieurs millions d'euros par an : personne n'ira vraiment les plaindre, si la crise les oblige à survivre demain avec 50% seulement de tels revenus ! Non : les autres, les *deux millions et demi d'entrepreneurs* qui se retrouvent aussi sur la sellette médiatique... en raison de leur rémunération supposée.

L'Insee a choisi de communiquer ce mois-ci sur leur salaire moyen : 58 260 euros nets par an, soit 4 855 euros mensuels. Toute la presse nationale et économique a diffusé cette information, en omettant de préciser que celle-ci ne portait que sur les dirigeants *salariés* (190 000 personnes), qui gèrent les PMI-PME les plus importantes, et représentent seulement 8% des entrepreneurs français !

Le revenu moyen des entrepreneurs *non salariés* (92% des cas) s'élevait en 2005 – dernière année connue dans les statistiques de l'Insee – à 22 100 euros nets par an : 1842 euros par mois. Si l'on veut bien rapporter cette moyenne au temps réellement travaillé par ceux qui tirent leur ressources des seuls bénéficiaires de l'entreprise (entre 60 et 70 heures par semaine), cela signifie qu'un très grand nombre de dirigeants de TPE et d'artisans, avec ou sans salariés, disposent aujourd'hui d'un revenu horaire inférieur au SMIC : 7 euros nets de

**l'heure.**

***“Certains considèrent le chef d'entreprise comme un loup à abattre, disait Winston Churchill ; d'autres comme une vache qu'on peut traire à l'infini ; peu voient en lui le cheval qui tire la charrue.”***

**L'entreprise française familiale et artisanale, où l'apporteur de capitaux et le dirigeant ne font qu'un, sur des marchés moins menacés que les autres par la concurrence internationale, est la seule actuellement en mesure de *maintenir ou créer de l'emploi non délocalisable* sur le sol français. Ce n'est vraiment pas le moment de lui couper ses facilités de trésorerie (comme font les banques), et encore moins de la désigner à la vindicte de l'opinion !**

**Nous pourrions créer demain une source considérable de vocations "entrepreneuriales" et de création de richesse dans le secteur des TPE françaises et de l'économie de proximité, en y mettant les moyens requis, en termes de soutien stratégique, d'allègement de charges et de formation. Moyennant quoi le gouvernement – et la presse – ne s'occupent sérieusement que des “gros”.**

**©Hugues Kéraly/Sedcontra.fr, sept. 2009**